l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 29/03/2021

Les raisons de la colère

À la télé, Macron a osé déclarer « qu'il n'y a pas eu l'explosion [de l'épidémie] qui était prévue par tous les modèles ». Quelle impudence ! C'est exactement le contraire qui s'est produit : les prévisions désastreuses des épidémiologistes se sont réalisées quasiment à l'unité près ! Avec ses 250 morts par jour, les pubs vous invitant à vous faire vacciner alors qu'il est impossible à beaucoup de prendre un rendez-vous faute de vaccins, les tests salivaires promis dans les écoles et qu'on attend toujours dans la plupart d'entre elles, on n'en finirait pas de dresser la liste des mensonges du gouvernement et de ses supporters. Au point que la moutarde vous monte au nez dès que l'un se montre à la télé ou à la radio !

Des milliards pour licencier

Mais les raisons de la colère ne se limitent pas à la pandémie. L'État a distribué des centaines de milliards aux entreprises, pas pour maintenir les emplois mais, au contraire, pour se préparer à la reprise économique en étant le plus « compétitives » possible – autrement dit en licenciant, en réduisant les salaires et en aggravant les conditions de travail de ceux qui restent.

L'essentiel des 100 milliards du second plan de relance est allé à des entreprises qui réduisent leurs effectifs : Renault, PSA, Airbus et ses sous-traitants comme Latécoère, Air France, Total, Carrefour, Auchan. Pas de secteurs épargnés : c'est partout l'hémorragie chez les intérimaires, les CDD, qui s'ajoutent aux PSE pour les travailleurs en fixe.

Une dégradation continue des conditions de travail

Les directions de toutes les entreprises répètent comme des perroquets les mêmes « arguments » : « productivité », chasse aux « temps morts », « réorganisation ».

À la SNCF, les conditions de travail continuent de se dégrader et les raisons qui avaient mis les cheminots en grève à l'hiver 2019 pèsent toujours. À la Poste, cela fait des années que la direction réorganise les services, créant pour les postiers des situations difficiles à tenir pour les moins jeunes tant la charge de travail est alourdie.

Dans les hôpitaux, la pandémie a pris la suite de la lutte des hospitaliers pour faire connaître la situation dramatique de la plupart des services. Mais, contrairement aux promesses, le gouvernement a continué à supprimer des lits, les salaires des soignants sont toujours loin d'atteindre la moyenne européenne et la pression ne fait qu'augmenter, provoquant burnouts et démissions.

Dans l'Éducation nationale, la crise a montré la nécessité d'une embauche massive d'enseignants, de personnel pour encadrer les activités des jeunes, de locaux. Mais rien, au contraire, des suppressions de postes dans les lycées et collèges. Le ministre a même osé « rendre » 200 millions d'euros à Bercy sur le budget 2020 ! Quant aux étudiants, on découvre la misère dans laquelle vivent certains, ce dont la ministre de l'Enseignement supérieur se moque comme d'une guigne, ne se préoccupant que de faire la chasse aux sorcières contre de prétendus « islamo-gauchistes ».

Pour couronner le tout, le gouvernement veut réactiver la réforme de l'assurance-chômage qui fera baisser de près de 20 % les allocations de plus d'un million de chômeurs. Et, pour faire bonne mesure, le gouvernement veut remettre ça sur la réforme des retraites.

Une riposte indispensable du monde du travail

Mais, ça commence à renâcler. Des débrayages dans le secteur pharmaceutique, à la Poste, à la SNCF dans le Nord. Des mobilisations contre les licenciements dans l'automobile. Des profs qui décident à nouveau de prendre en main eux-mêmes le respect de conditions sanitaires qui sont le cadet des soucis du ministère. Des luttes aussi – il y a peu à Total Grandpuits, chez le voyagiste TUI, en ce moment même chez les livreurs Uber et autres Deliveroo, chez les intermittents du spectacle.

Signes annonciateurs d'une mobilisation plus générale ? Difficile de le dire aujourd'hui. En tout cas, l'action de tous ceux qui pensent indispensable et urgente une intervention du monde du travail fera tout pour y contribuer.

Une mesure de plus

La direction vient de publier une note de service sur les temps partiels de non-droit. En raison de la crise sanitaire, elle accepte de les reconduire jusqu'en juillet 2022, mais ensuite elle envisage de les supprimer. Alors que les politiciens et les journalistes font mine de ne pas comprendre pourquoi les hôpitaux ne sont plus attractifs, le gouvernement rend les conditions de travail de plus en plus difficiles. Il faut dire que la pénurie de personnel arrange bien ses affaires.

La situation de l'hôpital s'améliore ?

La cellule de crise du CHN estime que la situation s'améliore, les cas de Covid ont diminué et les structures extra-hospitalières ont pu refonctionner. Pourtant dans les services, les bascules et le travail sur repos continuent.

Pas sûr que tout ce beau monde ait déjà mis les pieds dans un pavillon.

Le compte n'y est pas

Plusieurs collègues du CHN n'ont pas perçu les augmentations annoncées l'an dernier par le gouvernement. En France, ce sont des milliers d'agents qui ont été lésés. Il est important de ne pas lâcher et de leur montrer une nouvelle fois notre solidarité. Tous en grève le 8 avril. Une manifestation est prévue à 14 heures devant la préfecture à l'appel de la CGT.

Piratage informatique

De nouvelles mesures ont été mises en place pour éviter le piratage informatique. En effet certains hôpitaux ont été « hackés » ces derniers mois.

Sans doute l'œuvre de certains patrons qui aimeraient bien savoir comment faire tourner un établissement sans personnel !

Il faut fermer l'hôpital ?

Les structures extérieures de l'hôpital ont reçu cette semaine un drôle de coup de fil de l'économat. Le CHN manque de voitures. Mais au lieu d'en acheter, il envisage de supprimer celles de l'extra-hospitalier. Alors que les visites à domicile et les accompagnements sont le cœur même du travail de ces structures.

Quand on en est à ce point, il y a un moment où il faut envisager de mettre la clé sous la porte. C'est plus simple !

« En imposant aux soignants de décider quel patient doit vivre, le gouvernement se déresponsabilise de façon hypocrite »

C'est le titre d'une tribune de médecins parue dans le *Monde* du 28 mars. Aujourd'hui, les Agences régionales de santé ordonnent aux hôpitaux de libérer des lits pour le Covid. On gérait déjà la pénurie avant la crise, l'équation est désormais impossible à tenir expliquent les signataires : *« Pour chaque patient Covid soigné durant une quinzaine de jours dans un de ces lits "éphémères", on estime qu'environ 150 patients ne seront pas opérés. Si certaines interventions peuvent attendre, d'autres le peuvent moins, notamment la chirurgie du cœur ou celle des cancers… »*

Médecine de guerre…

Alors que les médecins dénoncent la saturation en cours des services de réanimation qui va se concrétiser par une politique de « tri » massive entre les malades à l'arrivée, il faut rappeler que ce tri a lieu depuis le début de la pandémie. Lors du premier confinement, on a retardé des milliers d'opérations chirurgicales, de dialyses, etc. Si l'on ignore encore le coût humain de cette politique, elle a fait que les hôpitaux ne sont jamais revenus à une activité normale, malgré l'accalmie de l'été. Sans compter le tri qui a consisté à laisser les personnes âgées dans les Ehpad mourir par dizaines de milliers.

« Aller à l'école, c'est rester en bonne santé »

C'est le message délivré par le ministère de l'Éducation nationale. Pourtant, il n'est pas rare de rencontrer des taux d'incidence Covid de l'ordre de 2 500 pour 100 000 chez les élèves, des dizaines de profs et d'encadrants absents ou des établissements qui ne sont pas nettoyés parce que les équipes sont malades ou cas contacts.

Pour l'institut Pasteur, les parents de collégiens ou de lycéens ont entre 27 % et 29 % de chances supplémentaires d'attraper le virus. Mais, pour Blanquer ce risque représente « bien peu de choses ».Où est la campagne massive de tests promise ? 300 000 déployés en trois semaines… pour plus de 12 millions d'élèves ! Autant dire que personne n'en voit la couleur.

Les droits de retrait se multiplient et ce sont les enseignants qui imposent les fermetures de classe qui n'ont rien d'automatique pour le gouvernement pour qui l'école est surtout la garderie du Medef !

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/